

139^{ème} Assemblée de l'Union Interparlementaire (UIP),
Genève, Suisse, du 14 au 18 octobre 2018

Débat général : Le rôle primordial des parlements dans la promotion de la paix et du développement à l'ère de l'innovation et du changement technologique

**DISCOURS DU TRÈS HONORABLE PASCAL NYABENDA,
PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA
RÉPUBLIQUE DU BURUNDI ET CHEF DE DÉLÉGATION**

- **Excellences ;**
- **Honorables Parlementaires ;**
- **Distingués Invités ;**
- **Mesdames, Messieurs ;**

1. Au nom du Parlement du Burundi et en notre nom propre, nous remercions sincèrement l'Union Interparlementaire et les autorités de la Suisse, qui ont tout fait pour que le Parlement du Burundi soit représenté, à la 139^{ème} Assemblée de l'Union Interparlementaire.
2. Le Parlement du Burundi félicite l'UIP, pour le choix du thème du débat général de cette Assemblée, à savoir : « **Le rôle des parlements dans la promotion de la paix et du développement, à l'ère de l'innovation et du changement technologique** ». En effet, sans la paix, le développement n'est pas possible.
3. A l'ère de l'innovation et des changements technologiques, les technologies de l'information et de la communication rendent facile le travail des Parlementaires, notamment en ce qui concerne le volet législatif et le contrôle de l'action gouvernementale. Toutefois, les mêmes TIC facilitent la diffusion d'informations erronées, sur notre pays à travers les réseaux sociaux.
4. Pour faire face à cette situation, les deux chambres du Parlement du BURUNDI, ont opté pour la promotion des technologies de l'information et de la communication, en vue du renforcement de la paix dans notre pays ainsi que pour la lutte contre la pauvreté, et la promotion développement de notre pays et de notre peuple.
5. Par ailleurs, grâce à un appui de la Banque Mondiale, le Gouvernement du Burundi a pu installer une dorsale nationale à fibre optique qui a permis de connecter à l'internet les différentes régions du pays, rendant ainsi facile et rapides la communication en général et la diffusion des messages de paix en particulier.
6. De même, le Parlement du BURUNDI s'est engagé à veiller à ce que le Gouvernement mette en application la Politique Nationale sur la Recherche

Scientifique et l'Innovation Technologique dans un cadre du développement et de renforcement de la paix dans notre pays et dans notre région.

7. Au Burundi, la population vit en paix et vaque à ses activités quotidiennes. Les différents services assurent bien leurs fonctions, tandis que les institutions issues des élections de 2015, sont à l'œuvre pour renforcer la paix et la sécurité dans le pays, exécuter le Plan National de Développement 2018-2027, et préparer les élections générales de 2020, dans le calme.
8. Ce calme a fait que plusieurs conférences et événements régionaux et internationaux, soient organisés au Burundi, que plus de 230.000 réfugiés, y compris des leaders politiques, rentrent au pays, et que le référendum constitutionnel du 17 mai 2018, ait lieu, sans incident.
9. Ce référendum est le résultat de la culture du dialogue. De très larges consultations ont permis à toute la population, dans toute sa diversité, de s'exprimer sur la nouvelle Constitution du Burundi.
10. Lors de la promulgation de cette Constitution, Son Excellence le Président Pierre NKURUNZIZA a annoncé qu'il ne présentera pas sa candidature, à l'élection présidentielle de 2020, dont la feuille de route a déjà été signée, par les acteurs politiques qui vivent au Burundi et il a dit qu'il soutiendra le Président qui sera élu.
11. Ce retour à une vie normale, a fait également que le Burundi envoie plus de six mille hommes et femmes, membres de nos corps de défense et de sécurité, dans différentes missions de maintien de la paix, notamment en Somalie et en République Centrafricaine. La Communauté Internationale devrait reconnaître à sa juste valeur, la contribution de notre pays dans la lutte contre le terrorisme dans le monde.

- **Excellences ;**
- **Honorables Parlementaires ;**
- **Mesdames, Messieurs ;**

12. Nous nous joignons au peuple burundais, pour rejeter en bloc, devant vous, le Rapport A/HRC/39/63 de la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, car il est mensonger et insultant. Il instrumentalise et politise les droits de l'homme, au mépris de la souveraineté du Burundi et des efforts louables et manifestes du Gouvernement du BURUNDI, dans la promotion et le respect des droits de la personne humaine.
13. Ce rapport cache mal un complot international ourdi, contre le Burundi, car la commission qui l'a rédigé ne s'est contenté que des propos et des chiffres avancés par les putschistes du 13 mai 2015, qui sont visiblement ses partenaires et ses sources d'information, par les individus et les organisations dont l'objectif est la déstabilisation des institutions et des leaders démocratiquement élus, ainsi que des forces de défense et de sécurité. Il est fort évident que ce rapport vise bien le sabotage des prochaines élections de 2020 afin que l'instabilité s'installe durablement au Burundi.

14. Il est regrettable que lors de la rédaction de ce rapport, les points de vue du Burundi aient été ignorés. Cela vient de se répéter avec la prolongation du mandat de cette Commission, malgré les protestations du peuple burundais auquel M. Fatsah Ouguerouz, ancien Président de la Commission, a donné raison en démissionnant.
15. En réalité, la situation est normale au Burundi. Comme partout ailleurs dans le monde, des cas isolés de criminalité y sont sporadiquement enregistrés et punis, conformément à la loi.
16. Cette situation a été constatée par, entre autres, M. Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi, lors de son récent débriefing au Conseil de Sécurité, et d'autres différentes délégations, dont le Secrétaire Général de l'UIP M. Martin Chungong, qui a visité le Burundi au mois de juillet de cette année. Ils ont tous constaté que la situation est calme dans tout le pays.
17. Avant de terminer notre propos, permettez-nous de rappeler à votre bonne attention, que les présentes assises de l'Union Interparlementaire se tiennent, à la veille du dernier round du dialogue extérieur interburundais, qui aura lieu d'ici peu, à ARUSHA. Le Gouvernement du BURUNDI y prendra part, et espère qu'à l'issue de ce round, un consensus sur la feuille de route vers les élections de 2020, sera dégagé par tous les participants burundais, des diverses tendances politiques.

Nous vous remercions pour nous avoir tendu une oreille attentive.